

*Initiatives ministérielles*

genre de produits qu'il fabrique et le financement dont il aurait besoin pour percer des marchés autres que ceux qu'il dessert déjà.

Des règles empêchent toutefois cet homme d'aller de l'avant. Ce qui risque d'arriver—et c'est le côté triste de l'affaire—c'est qu'il soit obligé de déménager son entreprise. Il peut devoir déménager aux États-Unis pour se tenir à flot, si je puis dire, étant donné que je parle d'une entreprise de ma circonscription qui fabrique du matériel flottant de qualité internationale. Je trouve extrêmement malheureux qu'on n'aide pas une entreprise régionale à prendre de l'expansion et à progresser.

Cela vient à l'encontre d'observations qu'ont présentées des collègues ministres qui ont dit vouloir accroître la productivité et la compétitivité des entreprises canadiennes afin de créer des emplois pour les Canadiens.

J'ai aussi parlé d'une femme qui avait d'excellentes idées en vue de la création de garderies. Elle avait besoin, elle aussi, d'un minimum d'aide financière, qui ne s'est pas matérialisé.

Deux autres femmes voulaient publier des documents qui se seraient révélés très utiles dans le milieu de l'éducation. On ne les a pas appuyées financièrement. À ma connaissance, en fait, elles ont cherché longtemps mais en vain de l'aide financière.

Le plus regrettable, et je le dis sans méchanceté, c'est que les gouvernements tiennent un beau discours, mais leurs paroles ne se concrétisent pas souvent, surtout quand il s'agit d'accorder une aide financière.

Demandons-nous si nous voulons vraiment aider les entreprises actuelles à se développer, à croître, à survivre et à devenir florissantes. Demandons-nous aussi si nous tenons vraiment à faciliter la création de nouvelles entreprises et, ainsi, à offrir de meilleures possibilités d'emploi aux Canadiens.

Une fois que nous aurons fait cet examen, il restera à déterminer ce qu'il faut faire pour susciter le genre de culture dont nous avons besoin pour que cette situation puisse se concrétiser.

[Français]

J'ai fait une étude récemment auprès des hommes et des femmes d'affaires de ma circonscription dont environ 1 500 sont propriétaires de petites et moyennes entreprises. On s'est rendu compte que les deux plus grands problèmes qu'ils éprouvaient étaient les suivants. Tout

d'abord, un travail écrasant, un temps considérable qui est consacré à la paperasserie gouvernementale, telle la TPS, etc., par ces propriétaires d'entreprises. Cela décourage tellement de gens que certains d'entre eux me disent de façon presque quotidienne: J'ai envie d'abandonner mon entreprise et me trouver un autre emploi afin de pouvoir m'échapper de ce lourd fardeau que nous impose le gouvernement.

[Traduction]

La paperasserie, notamment celle qu'exigent un certain nombre de programmes, et certainement la TPS, drainent beaucoup de ressources des petites entreprises.

Les gens m'ont également dit, et je ne doute pas qu'ils étaient très sincères, qu'il y a trop d'ingérence gouvernementale.

[Français]

Les gouvernements sont trop impliqués. Pourquoi ne pas permettre aux hommes et aux femmes d'affaires de décider eux-mêmes de ce qu'ils doivent faire, leur donner les appuis nécessaires, bien sûr, mais même là être très prudents sur le genre d'appui qu'on leur donne. Mais laisser à ces hommes et ces femmes d'affaires la liberté de réagir de la façon qu'ils jugent la meilleure pour leur entreprise.

[Traduction]

Une autre question qui préoccupe évidemment beaucoup les gens, et qui n'a rien à voir avec l'ingérence du gouvernement, laquelle se produit souvent dans des domaines où ils estiment que le gouvernement n'a pas sa place, est la question du fardeau fiscal. Les gens disent que le fardeau fiscal a considérablement augmenté.

Depuis huit ans, le fardeau fiscal est devenu excessif. Il y a eu plus de 30 augmentations d'impôt. On me dit qu'il y en a eu 34. Les recettes ont presque doublé depuis 1984. Or, malgré quelque 34 augmentations d'impôt et des recettes qui ont presque doublé, le déficit se maintient à peu près au même niveau depuis des années et la dette a, bien entendu, considérablement augmenté.

Vous vous en souviendrez, j'ai déjà dit devant cette Chambre que l'ancien ministre des Finances, le député d'Etobicoke-Centre, avait déclaré, en réponse à une question au *Feuilleton*, que la dette dont le gouvernement avait hérité en 1984 s'élevait à presque 168 milliards de dollars. Ceci est bien différent des chiffres qui nous sont présentés par ailleurs, mais à l'heure actuelle, cette dette s'approche de 450 milliards de dollars.